Ci-après quelques mesures politiques, juridiques, de la société civile et ...

Ci-après quelques mesures politiques, juridiques, de la société civile et économiques - pour éviter que l'eau ne soit déclarée marchandise. Dans la résolution de l'ONU de 2010, l'eau a été reconnue comme un droit humain. ...

Ci-après quelques mesures politiques, juridiques, de la société civile et économiques - pour éviter que l'eau ne soit déclarée marchandise.

Dans la résolution de l'ONU de 2010, l'eau a été reconnue comme un droit humain. Cette résolution doit être intégrée dans les constitutions et législations nationales et défendue contre le lobbying.

L'Allemagne a (encore) de nombreux fournisseurs municipaux. Ceux-ci devraient être protégés par la loi contre les reprises ou les privatisations partielles - comme l'Uruguay l'a établi dans sa constitution, par exemple.

Dans de nombreux pays, les entreprises peuvent pomper d'énormes quantités d'eau avec des redevances minimales. Cela doit être réglementé par des plafonds légaux, des études d'impact environnemental et une participation locale.

À Berlin (2013), un référendum populaire a permis la réversibilité de l'approvisionnement en eau partiellement privatisé. De tels instruments de démocratie directe doivent être utilisés plus fréquemment et de manière plus contraignante.

Des entreprises comme Nestlé agissent par le biais de groupes de réflexion, d'ONG et de réseaux politiques (comme le WEF). Ces connexions doivent être divulguées et suivies de manière critique - par exemple par des recherches d'ONG, des organismes de surveillance et des médias d'investigation.

Au lieu de la maximisation des profits par des acteurs privés : promotion des coopératives citoyennes et des fournisseurs publics qui gèrent l'eau comme un bien commun.

Lorsque les communautés deviennent plus indépendantes du marché central de l'eau (par exemple par des citernes, des systèmes d'épuration décentralisés, des cycles de l'eau), elles affaiblissent la dépendance vis-à-vis des grands fournisseurs.

Dès l'école, dans les médias et les ONG, l'idée « L'eau est la vie, pas un commerce » devrait être systématiquement défendue et expliquée. Cela favorise une résilience à long terme contre les récits néolibéraux.

Soutien financier, juridique et médiatique aux communautés autochtones et rurales (par exemple au Canada, au Pérou ou en Afrique du Sud) qui s'opposent à l'extraction d'eau par les grandes entreprises.

The human right to water and sanitation :
https://digitallibrary.un.org/record/687002?ln=en&v=pdf

It's good.
to be truu.